



**Quand nos élu(e)s
deviennent des mêmes**

À lire en page 8

**MONTREAL
CAMPUS**



**L'AFESPED réduit son
quorum de grève**

Notre article en page 5

**Participer à OD...
à quel prix?**

À lire en page 7

**Notre journaliste a coupé
ses réseaux sociaux**

Sa chronique en page 9

Portrait en page 4

**Un professeur de l'UQAM
touché par la fin du PEQ**

ÉDITORIAL

La Gen Z cancel-t-elle le français?

Le *Montréal Campus* est préoccupé par l'anglicisation progressive de notre langue



JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE,
CAMILLE DESJARDINS ET
CHARLES DESSUREAULT

Il y a près de 50 ans, le Québec se dotait d'un outil législatif pour assurer la préséance de la langue française : sa désormais célèbre loi 101. Aujourd'hui, force est de constater une certaine indifférence de notre génération par rapport à l'anglicisation progressive de notre parler et de notre écrit. Pas besoin d'aller bien loin : au sein même de votre journal étudiant ou encore dans les salles de classe de l'UQAM, le constat est flagrant, et même, inquiétant.

Lorsqu'on texte, souvent, le mot le plus *accurate** qui nous vient en tête en tant que Gen Z c'est actually un *slay* qu'on croit impossible à décrire autrement. Lorsqu'on *call out* nos ami(e)s, c'est par *girl* ou par *bro*. Lorsqu'on étudie, on dit qu'on *try hard* ou qu'on est *locked in* en sachant que notre entourage *relate* à ce qu'on dit. La construction même de nos phrases est anglaise : on met l'emphase, on siège sur des comités, on échoue un examen. Complices ou indifférent(e)s, on choisit, reproduit et normalise cette invasion linguistique, souvent, sans même y réfléchir.

En journalisme francophone, les sources peuvent dire, stipuler, fustiger, questionner ou encore raconter. En journalisme anglophone, *they said* et on laisse au contexte le soin de préciser la nuance. Par paresse ou par souci d'efficacité,

on tend à *embrace* ce type de langage plus rapide, plus simple, plus court. Résultat : on perd peu à peu la richesse des nuances et, avec elles, la capacité à nommer, analyser et critiquer. On pourrait presque parler de novlangue, soit un vocabulaire appauvri qui uniformise nos visions du monde, comme Orwell l'avait anticipé.

Il y a cinquante ans, les Québécois(es) ont compris que la langue était au cœur de l'identité collective. En 1976, notre province a porté René Lévesque au pouvoir, lui qui militait activement pour la langue française, cet « instrument essentiel à notre identité ». Sa survie dans le temps, disait-il, est une responsabilité commune.

Sans interdire les autres langues – qui, elles aussi, sont porteuses de visions du monde distinctes – le gouvernement péquiste a adopté la loi 101 en 1977. Elle institutionnalisait la primauté du français « chez-nous », de nos commerces jusqu'à nos salles de classe.

De nos jours, une partie de notre environnement a échappé à cette législation, puisque notre quotidien a partiellement migré vers un espace numérique (comme nous le rappelle régulièrement notre application Temps d'écran).

Dans ces espaces virtuels, l'anglais prolifère librement, souvent, sans équivalence française et sans qu'on *care* trop.

Exemple? Les instruments qui structurent notre *day-to-day* sont quasiment tous anglais : nos *feeds*, nos *stories*, nos *posts*. Difficile dans ce contexte de s'étonner de l'anglicisation de notre génération.

Ce phénomène, Gaston Miron l'avait vu venir lorsqu'il parlait de « traduitu », soit cette langue qui calque sa syntaxe et son lexique sur ceux d'une autre langue. « Quand une langue évolue par elle-même, c'est fantastique, quand une langue évolue par une autre, c'est ce qu'on voit dans l'aliénation : notre langue devient passive », expliquait ce poète national en entrevue avec Radio-Canada, en 1975.

Il craignait notamment que le français québécois ne soit plus « une langue créatrice » et devienne un dialecte passif.

On peut reconnaître que nos élu(e)s d'aujourd'hui tentent de l'empêcher, notamment avec l'adoption de la loi 96 en 2022. Toutefois, le *Montréal Campus* estime que le français reste mis à mal. Cet éditorial d'un humble journal étudiant uqamien se veut un premier pas vers une prise de conscience et non pas un inventaire de solutions magiques. *Anyway*, préserver le français ne se limite pas à des *performative acts*, comme une traduction de mots anglais à leur équivalent français.

Tout de même, nous, journalistes et citoyen(ne)s de demain, tenterons de le faire en nous imposant une réflexion systématique sur le sujet, sans avancer que nous avons le remède miracle. Au *Montréal Campus*, nous nous engageons à privilégier les mots français. Toutefois, par souci que notre lectorat nous comprenne, nous apposons parfois le mot anglais lorsqu'il est plus commun dans l'usage. Vous pourrez d'ailleurs le constater au fil de ces pages : l'influence de l'anglais transparait malgré tout dans les choix de sujets de cette première édition hivernale, autant que dans nos façons de les décrire.

À l'image des Québécois(es) des années 1970, tentons, nous, la Gen Z, de revaloriser cet « instrument essentiel à notre identité » qu'est la langue française. *At the end of the day, if not us, then who?*

*Notez la présence de 25 formulations ou mots issus de l'anglais dans cet éditorial de 734 mots.



ILLUSTRATION : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Par amour pour la langue de Molière, le *Montréal Campus* s'engage à toujours prioriser le français.

Rédactrice en chef : Camille Desjardins | **Directrice de l'information :** Jeanne Claveau-Lavolette | **Directeur multimédia :** Charles Dessureault | **Cheffes du pupitre UQAM :** Élodie Bréniel et Léa Lemieux | **Cheffes du pupitre Société :** Justine Bouchard-Girard et Élise Lécaudé | **Cheffes du pupitre Culture :** Erika Laurendeau Echavarria et Maïté Paradis | **Chefs du pupitre Vidéo :** Gabriel Jullien et Tomy Tanguay | **Chef(fe)s du pupitre Radio :** Juliette Fournier et Pierre-Alexandre Larouche | **Correction :** Aurélie Lachapelle, Eloi Potel et Sarah-Jeanne Tremblay | **Direction artistique :** Kilian Beauchesne et Allyson Caron-Pelletier | **Responsables de la promotion :** Justine Bertrand et Marianne Desjardins | **Vigies de la diversité et de l'inclusion :** Romy Clermont et Laurianne Núñez-Pelletier | **Impression :** Hebdo Litho. Cette édition a été réalisée grâce à la collaboration de l'École des médias.

Prière de recycler ce papier journal



VOL. LIII | NO.1 | 26 FÉVRIER 2026

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemediamedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale
du Québec- Bibliothèque
nationale du Canada



est publié par les Éditions Montréal
Campus inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez *Montréal Campus* sur le Web
www.montrealcampus.ca

Courriel: montrealcampus@gmail.ca

@instamontrealcampus

@montrealcampus

MULTIMÉDIA



VIDÉO



RADIO

Des animaux exotiques à la maison

Le *Montréal Campus* a visité une volière d'oiseaux exotiques à Saint-Denis-de-Brompton



RENAUD VAILLANCOURT ET
ZOÉ GÉLINAS-BOIVIN

Dans les maisons des Québécois(es), les animaux exotiques sont « de plus en plus communs », selon Claire Vergneau-Grosset, professeure à la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal (UdeM).

En 2019, 80 % des 320 000 animaux sauvages importés au Canada étaient destinés au commerce des animaux de compagnie exotiques, selon des données de l'organisme Protection mondiale des animaux. Selon M^{me} Vergneau-Grosset, cette tendance à domestiquer des animaux exotiques s'explique par le « besoin des propriétaires d'être différents des autres ».

Un reportage à visionner sur nos réseaux sociaux en numérisant le code QR à droite.

Il y a un manque
d'éducation des
propriétaires

Claire Vergneau-Grosset,
professeure à la Faculté de
médecine vétérinaire
de l'UdeM



ILLUSTRATION : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Josiane Lécuyer, retraitée des Forces armées canadiennes en 2025, a plusieurs oiseaux exotiques chez elle.

Un legs qui fait couler de l'encre à la bibliothèque

La communauté uqamienne a dorénavant accès à divers appareils typographiques du 19^e siècle



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Pour Élise Lassonde, l'atelier est une façon d'explorer comment les choses ont été imprimées pendant 500 ans.



AURÉLIE LACHAPELLE

Grâce à un don du Musée de l'imprimerie du Québec, l'UQAM possède maintenant le plus grand atelier typographique francophone en milieu universitaire d'Amérique du Nord.

Anciens pressoirs, dactylos, clichés, caractères typographiques (en bois ou en plomb) : on y trouve plusieurs pépites datant de la fin du 19^e siècle, cachées au sous-sol de la bibliothèque centrale de l'UQAM.

Ce nouvel atelier fait partie du projet Métamorphose de rénovation et de modernisation des bibliothèques de l'UQAM. Le Radio Campus a pu aller le visiter en compagnie de la bibliothécaire responsable de l'atelier, Élise Lassonde.

Un balado à écouter sur Spotify en numérisant le code QR à droite.



Il n'y en a pas
d'autres en milieu
universitaire

Élise Lassonde,
bibliothécaire à l'UQAM



Poste permanent, mais travailleur temporaire

L'abolition du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) touche 25 professeur(e)s de l'UQAM



CAMÉLIA BOUSSAID

L'accès à la résidence permanente se complique pour Julien Troiville, un des 25 professeur(e)s uqamien(ne)s concerné(e)s par l'abolition du Programme de l'expérience québécoise (PEQ).

Venu de Bretagne avec sa partenaire et ses deux enfants en bas âge, M. Troiville enseigne au Département de marketing à l'UQAM. « J'avais envie de changer un petit peu d'activité professionnelle et de voyager », raconte-t-il. Auparavant professeur en France pendant une quinzaine d'années, celui-ci est venu s'installer à Montréal en août 2023. Il s'est retrouvé à appliquer et à être sélectionné par l'UQAM, car « les postes universitaires de professeurs dans la francophonie, il n'y en a pas énormément. C'est un milieu assez niché », explique-t-il.

Initialement avec un permis de travail, il devait travailler deux années à temps complet avant d'être admissible à faire une demande au PEQ pour accélérer son accès à la résidence permanente. Le programme a été, en premier lieu, suspendu en juin 2025. « Et maintenant, ce programme-là est aboli. Du coup, ça amène beaucoup de complications pour obtenir la résidence permanente », précise M. Troiville. Il est donc en processus de renouvellement d'un permis de travail. M. Troiville et une vingtaine d'autres collègues de l'UQAM sont visé(e)s par l'abolition du PEQ annoncée par le gouvernement en novembre 2025.

Le Programme de sélection des travailleurs qualifiés (PSTQ), un programme fonctionnant avec un système de pointage, remplace désormais le PEQ. Toutefois, les critères à satisfaire pour avoir des points supplémentaires ne rejoignent pas le corps professoral de l'UQAM, puisque les candidatures plus jeunes, ayant un diplôme du Québec, qui travaillent en région, sont favorisées. « On n'a aucune chance de passer », déplore M. Troiville.

Une nouvelle vie

« Si on ne peut pas accéder à la résidence permanente, ça jette quand même du trouble, un peu de la tristesse et de la

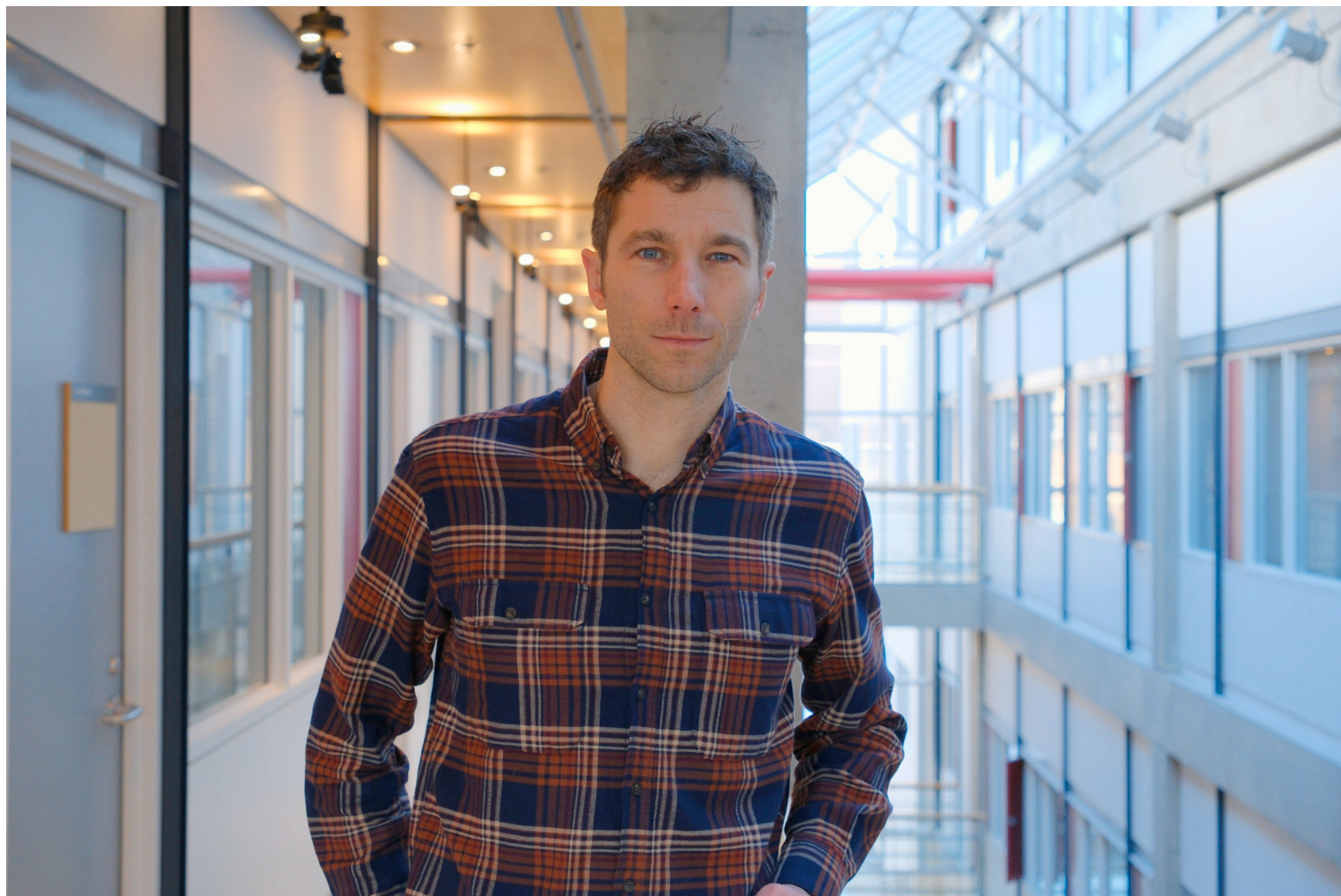


PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETER, MONTRÉAL CAMPUS

Julien Troiville, professeur au Département de marketing à l'UQAM, voulait appliquer au PEQ pour accéder à la résidence permanente canadienne.

déception sur notre intégration au Québec. [La résidence permanente], c'est le symbole de la réussite de notre projet familial. » Administrativement parlant, l'intégration était laborieuse pour M. Troiville et sa famille. « C'est un énorme projet de folie qui prend plus de six mois, avec de l'administratif à n'en plus finir, avec des permis, des comptes bancaires, de l'assurance maladie, des inscriptions, etc. Tout ce qu'on a coupé en France [était] à recréer au Québec », explique-t-il. Sa vie à Montréal lui plaît tout de même. « L'insertion ici, c'est fantastique. J'ai mes deux filles qui sont à l'école publique du quartier québécois francophone. Les voisins sont super sympas, on a plein de copains », confie-t-il. « Les collègues du travail sont très professionnels et très sympas. Je suis super bien intégré à l'UQAM, je fais du sport ici, je rencontre des gens, on a des activités culturelles, ça se passe super bien et les gens sont très accueillants! », renchérit M. Troiville.

« Julien, c'est vraiment un chic type! C'est quelqu'un qui est vraiment facile à travailler avec, qui s'est intégré super rapidement », confie Alexis Perron-Brault, ami et collègue de M. Troiville au

Département de marketing. « Il y a plusieurs étudiants et étudiantes qui me disent que Julien enseigne super bien et que ses cours sont intéressants, etc. Je ne suis pas dans la classe, mais j'ai beaucoup de bons *feedbacks* », ajoute-t-il.

Expertise unique

Au-delà d'être un collègue agréable, M. Troiville apporte une expertise essentielle au département, croit M. Perron-Brault. « Julien a été engagé au département pour sa spécialité en commerce de détail, quelque chose qu'on n'avait pas du tout, qui était impossible à combler [avec des candidatures] au Québec ou au Canada. » Pour lui, voir les milieux universitaires québécois se priver d'une expertise internationale en raison de l'abolition du PEQ est un véritable « non-sens ».

« L'objectif ultime, c'est que les gens s'établissent à long terme parce que, pour nous, engager un professeur qui s'en va après un an, c'est une perte de temps totale. C'est compliqué comme processus », explique M. Perron-Brault. « Il y a des collègues qui sont dans des situations encore plus inquiétantes ou dramatiques que la mienne parce qu'ils viennent d'un

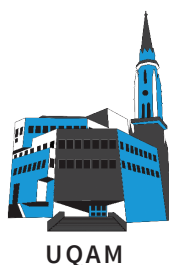
pays ayant des enjeux de sécurité ou d'économie plus forts », reconnaît tout de même M. Troiville. Il garde une pensée pour ses collègues venu(e)s notamment d'Iran ou de Colombie. « Ce sont des gens qui n'ont plus rien comme attaches financières, économiques, affectives dans ces pays-là et qui n'ont d'autre choix que d'être professeurs ici au Québec parce qu'ils ont tout misé là-dessus », déplore-t-il.

Depuis l'annonce de l'abolition du PEQ par le ministre de l'Immigration, Jean-François Roberge, de nombreuses organisations de la société civile critiquent cette décision du gouvernement. Le Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ) appelle à ce que le gouvernement mette en place une clause de droits acquis. « Vu l'investissement requis pour recruter et intégrer ces personnes, ces professeurs, ce seront les étudiants et leurs futurs employeurs et nos institutions d'enseignement sous-financées qui vont écopier de cette malheureuse décision », a déclaré le 29 janvier en conférence de presse Geneviève Hervieux, présidente du SPUQ. De son côté, le recteur de l'UQAM, Stéphane Pallage, déplore la situation et demande aussi l'octroi de cette clause.

Le 7 février dernier, des centaines de personnes dans les quatre coins de la province ont manifesté pour le rétablissement du PEQ ou pour l'obtention d'une clause de droits acquis au minimum. L'Union des municipalités du Québec encourage aussi la population à porter le cœur bleu pour montrer son soutien avec les travailleurs et travailleuses immigrant(e)s touché(e)s. 🇨🇦

En date du 25 février, le programme reste aboli sans clause de droits acquis, et ce, tant que la course à la chefferie à la Coalition avenir Québec ne sera pas terminée d'ici le 12 avril. Si Christine Fréchette est élue première ministre, elle promet de rouvrir temporairement le PEQ et d'accorder une clause de droits acquis. Si c'est le candidat Bernard Drainville qui est élu, il promet une clause de droits acquis pour certain(e)s.

AFESPED



Moins de 100 membres de l'asso pourront déclencher une grève



JULIANNE MONDOLONI

L'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) a réduit de moitié le quorum requis pour voter une grève d'une semaine ou moins, le faisant passer de 6 % à 3 %, lors de son assemblée générale du 28 janvier. Si certain(e)s y voient une adaptation au manque d'engagement étudiant, d'autres critiquent ce choix « antidémocratique ».

Les deux tiers des membres présent(e)s ont voté en faveur d'une diminution du quorum. Désormais, sur approximativement 2000 membres de l'AFESPED, environ 60 suffisent pour voter une grève d'une durée d'une semaine ou moins. Pour la suspension des cours de plus d'une semaine, le quorum demeure fixé à 6 %.

La proposition de réduire le quorum de grève, soit le nombre minimal de participant(e)s requis pour voter une grève, est venue d'un membre ne siégeant pas au conseil exécutif de l'association étudiante, a fait savoir l'AFESPED par courriel. Selon les règles de l'association, toute motion soumise au moins sept jours avant une assemblée générale doit être intégrée à l'ordre du jour, d'où l'ajout de cette proposition à l'assemblée du 28 janvier.

L'AFESPED n'a pas communiqué au *Montréal Campus* les arguments qui ont convaincu l'assemblée d'adopter la motion.

Des avis partagés

« C'est tellement antidémocratique », lâche Flora Paquet, étudiante au *Baccalauréat en communication, politique et société*. Elle confie avoir été « choquée » d'apprendre qu'une motion visant à réduire le quorum figurait à l'ordre du jour d'une assemblée générale ordinaire.

À l'opposé, Florence Tardrew, étudiante au *Baccalauréat en science politique*, y voit une mesure réaliste. Baisser le nombre de membres requis pour voter une grève est une « bonne idée », puisque l'ancien quorum était « rarement atteint », soutient-elle. Loin d'y voir un chemin automatique vers des grèves plus fréquentes, l'étudiante considère que les étudiant(e)s



PHOTO : KILIAN BEAUCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

Ce sont 3 % des étudiant(e)s membres de l'AFESPED qui suffiront à voter en assemblée générale un mandat de grève pour moins d'une semaine.

engagé(e)s ne devraient pas être pénalisés(e)s par « l'inertie » de la majorité. Pour Flora Paquet, un faible quorum ne peut pas refléter l'opinion générale des membres. « Je comprends que ce soit difficile d'atteindre le quorum, il n'y a pas beaucoup de monde qui se mobilise. Mais 3 %, c'est bas », martèle-t-elle.

Un quorum changeant

Pour Brendan Le Rossignol, étudiant au *Baccalauréat en droit*, cette baisse est une solution de facilité pour éviter de s'attaquer au vrai problème : rejoindre la base étudiante. « Fondamentalement, un quorum, c'est le nombre d'étudiants présents. Si tu le baisses, c'est parce que tu n'arrives pas à avoir assez de monde pour ouvrir des assemblées générales », avance-t-il.

À l'hiver 2024, le quorum de l'AFESPED pour voter une grève était passé de 2 % à 6 % à la suite d'une contestation de la représentativité de l'association. L'Association des étudiantes et étudiants en droit avait notamment tenté de se séparer de l'AFESPED au printemps 2024 par voie référendaire, sans succès. Résultat : de fortes tensions subsistent entre l'AFESPED et certaines de ses quatre associations modulaires. « Ce nouveau quorum visait à reconstruire une relation de confiance avec les associations modulaires », affirme l'étudiant en droit, alors membre du comité exécutif de l'Association des baccalauréats

interdisciplinaires des champs d'études politiques (ABICEP). « Le [quorum] avait justement été augmenté comme milieu d'entente », ajoute-t-il.

Sous le radar

Pour plusieurs étudiant(e)s, l'annonce de l'assemblée générale de l'AFESPED et l'issue du vote sur le quorum sont passées sous le radar. L'ex-membre du comité exécutif de l'ABICEP dit ne pas avoir vu d'efforts soutenus de l'AFESPED pour faire connaître la tenue de l'assemblée générale à ses membres. « De mon côté, il n'y a pas eu beaucoup de publicité sur ça », dit-il, déplorant l'absence de suivi postassemblée.

C'est en entretien avec le *Montréal Campus* que Vincent Villeneuve a appris la nouvelle. L'étudiant au *Baccalauréat en science politique* pointe du doigt l'inefficacité des canaux de communication de l'AFESPED pour rejoindre ses membres. « Je n'ai pas eu moyen de le savoir », regrette-t-il, affirmant n'avoir reçu aucun courriel au sujet de l'assemblée générale. De son côté, Flora Paquet raconte avoir interpellé directement l'association sur Instagram avec une amie pour obtenir le résultat du vote, l'information n'ayant pas été diffusée sur les réseaux sociaux.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 28 janvier a été mis en ligne deux semaines plus tard, a pu constater le *Montréal Campus*. ☹

Récit de mes déboires aux résidences de l'Est



ÉLODIE BRÉNIER

La qualité du logement est le facteur le plus déterminant pour la santé mentale, selon un récent rapport de l'Observatoire québécois des inégalités. En vivant dans les résidences universitaires de l'UQAM, j'ai pu le constater.

Toute cette aventure a commencé pour moi en août 2024. Je venais tout juste d'emménager à Montréal et de quitter le nid familial. En me présentant à l'accueil des résidences René-Lévesque, aussi appelées les résidences de l'Est, je rencontre un employé qui me dit, avec un air peu amical, qu'il est surpris de me voir aujourd'hui. J'avais pourtant envoyé un courriel à l'administration durant l'été pour indiquer la date de mon déménagement et pour poser quelques questions.

Un autre employé m'emmène ensuite visiter mon appartement, que je découvre pour la première fois. Il est quasi impossible de visiter un logement des résidences universitaires de l'UQAM avant d'y emménager. La seule façon est de connaître quelqu'un(e) qui y habite déjà. En jetant un coup d'œil aux lieux, j'ai remarqué deux ampoules de cuisine brûlées et un crochet à manteaux qui semblait prêt à s'écrouler. L'employé m'indique que cela sera réglé prochainement. Mes colocataires et moi avons dû attendre plusieurs mois avant d'avoir une nouvelle ampoule pour la hotte de four. En – bientôt – deux ans, le crochet à manteaux n'a jamais été réparé, et ce, malgré mes nombreux messages envoyés à l'administration. L'une de mes colocataires s'en est chargée elle-même.

On n'est jamais mieux servi(e) que par soi-même. C'est ce qui résume le mieux, selon moi, le service fourni pour l'entretien des résidences de l'UQAM. Pour avoir droit à des réparations dans nos logements, il faut se munir de patience et de persévérance. Le processus paraît pourtant simple. Il suffit de faire la demande dans l'application Building Stack, ce qui informe le personnel de la demande du ou de la locataire.

J'ai contacté l'administration à de multiples reprises pour régler mon problème de crochets à manteaux et de portes de garde-robes qui brisent constamment. Est-ce normal de devoir se battre pour avoir un service minimal? Je ne crois pas demander la lune... Peu après mon

arrivée dans mon appartement, j'ai rencontré mes nouvelles ennemies : les fourmis. En l'espace de quelques semaines, mon logement est devenu infesté de ces petites bêtes.

Imaginez-vous la scène un instant. En ouvrant une boîte de biscuits, vous découvrez une colonie de fourmis qui s'est décidée à décimer votre dessert. L'horreur! J'ai jeté l'emballage pour que mes nouvelles colocataires hexapodes ne colonisent pas le reste de ma nourriture. J'ai vécu avec ces fourmis de septembre 2024 jusqu'au mois de janvier 2026. À de nombreuses reprises, les exterminateurs et exterminatrices sont passés(e)s pour mettre toutes sortes de produits, avant de finalement venir à bout de ces insectes.

En décembre, j'ai voulu déménager avec l'une de mes très bonnes amies. Je me suis informée à l'accueil sur la façon de mettre fin à mon bail. L'employé m'a dit de revenir pour signer un document un mois avant ma date de départ.

Je suis donc retournée signer ledit papier et un autre employé m'a informée que je devais aussi fournir un document attestant que je quittais l'université, ce que je n'avais pas. Je n'ai donc pas pu déménager. Ce n'est qu'un exemple de la confusion qui semble persister entre les employés de l'accueil et qui alourdit la charge mentale des locataires.

J'ai discuté avec quelques voisin(e)s et il ne s'agit pas d'une expérience isolée, mais bien collective. L'administration ne semble jamais en mesure de répondre à nos besoins dans des délais raisonnables.

Malgré tout, j'ai appris à aimer mon petit appartement. J'y vis avec une colocataire qui est aussi devenue une amie. Les déboires administratifs nous ont rapprochées. J'habite à cinq minutes de la majorité de mes salles de cours et je paie 626 \$ par mois pour un appartement à trois chambres dans les résidences universitaires René-Lévesque. Je commence tout de même à être épuisée d'attendre avant de voir des changements.

Ma colocataire m'a demandé si je recommanderais l'expérience des résidences à un(e) autre étudiant(e). J'y ai pensé et la réponse est à la fois oui et non. Le prix du loyer est relativement bas et les appartements sont très bien situés. J'ai aussi eu la chance de rencontrer quatre incroyables femmes avec qui j'ai partagé mon espace de vie pendant près d'un an. Vivre en résidence à l'UQAM? Tout dépend du prix de votre santé mentale. ♦



SOCIÉTÉ

Une intelligence artificielle joue à Cupidon

Une entreprise montréalaise propose des soirées de *speed dating* propulsées par l'IA



JULIETTE BENOÎT

Résoudre vos problèmes relationnels et faire des rencontres amoureuses en jumelant un « algorithme ultra poussé » d'intelligence artificielle (IA) et des événements en personne : c'est ce que promet la compagnie montréalaise d'appariement amoureux Esty.Love.

Une fois qu'un(e) participant(e) a répondu à une centaine de questions via le site Web d'Esty.Love, l'IA de l'entreprise crée un dossier avec ses informations, comme son type de personnalité et son style d'attachement. Ce dossier est par la suite rendu accessible aux 400 autres membres de la plateforme.

La compagnie, fondée en 2023 par l'architecte de données Linh Lan Nguyen, propose également diverses activités sociales, comme des rencontres express, ou *speed dating* en anglais, et des dégustations de bières afin que les membres se rencontrent en personne. Durant ces soirées, chaque participant(e) présent(e) reçoit un numéro associé à son profil en ligne.

À l'aide d'une application associée à la plateforme d'Esty.Love, les célibataires peuvent octroyer une note aux autres candidat(e)s en fonction de leur appréciation. À la fin de la soirée, les participant(e)s savent qui s'intéresse à eux ou à elles et peuvent apprendre davantage sur ces personnes en consultant leurs profils. Les membres peuvent ensuite prendre contact avec les candidat(e)s qui les intéressent à travers la plateforme.

Selon la fondatrice d'Esty.Love, M^{me} Nguyen, ces événements permettent de faire le lien entre la technologie de l'IA et l'intuition humaine. « L'IA peut calculer un pointage parfait entre deux personnes, mais en se rencontrant, elles réalisent qu'il n'y a pas de chimie ou vice-versa », explique-t-elle.

« Je trouve que le principe est vraiment *cool*. J'ai juste, personnellement, un peu de réticences par rapport à l'intelligence artificielle pour des raisons environnementales », affirme Léa Gossin, une étudiante au Baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire à l'UQAM, interrogée sur le sujet.



ILLUSTRATION : KILIAN BEAUCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

La compagnie québécoise Esty.Love organise divers événements de rencontres amoureuses qui se déroulent dans des bars de Montréal et d'Ottawa.

Noé Klein, candidat au doctorat en sociologie de l'intimité, est du même avis. « Il y a des enjeux écologiques et énergétiques avec l'IA, beaucoup plus qu'avec d'autres technologies », précise-t-il.

« Les gens sont lassés des rencontres en ligne »

Noé Klein,
candidat au doctorat en
sociologie de l'intimité

L'étudiant, dont la thèse porte sur les parcours intimes des utilisateurs et utilisatrices des applications de rencontre, apprécie tout de même l'idée des activités mises en place par Esty.Love. « Ça témoigne du regain de popularité des rencontres en personne. Les gens sont lassés des rencontres en ligne », observe-t-il.

Éthique des données

Sur le site Web de l'entreprise, on souligne que « la confidentialité et la sécurité des données »

des utilisateurs et utilisatrices est priorisée. « C'est une chose de le dire, c'est une autre de le confirmer », mentionne Frédéric Bruneault, chercheur associé à l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et professeur de philosophie au cégep André-Laurendeau.

Si la plateforme prétend s'améliorer ou se personnaliser au fil des interactions, cela suppose que des informations sur les interactions sont collectées, selon lui.

« Plusieurs données qui ne semblent pas nécessairement sensibles, une fois combinées, peuvent révéler des informations confidentielles », explique-t-il. C'est ce qu'on appelle la triangulation des données.

Le professeur rappelle que les algorithmes peuvent présenter des biais vis-à-vis certains groupes socioculturels. « Les données d'entraînement, bien souvent, vont représenter majoritairement la population occidentale d'expression anglophone », souligne-t-il. D'après lui, dans le cas d'un algorithme usé à des fins de rencontres amoureuses, l'IA pourrait avantager certains profils au détriment d'autres en vertu de biais.

C'est d'ailleurs ce que craint Patrice Robitaille, un étudiant en gestion internationale à l'UQAM questionné par le *Montréal Campus* sur les activités d'Esty.Love. Pour lui, le fait d'attribuer une note aux participant(e)s soulève des problèmes. « L'algorithme va s'adapter aux cotes, puis certaines personnes vont baisser dans les recommandations », s'inquiète-t-il.

Une réelle innovation?

L'idée d'intégrer une nouvelle technologie pour créer de meilleures connexions humaines ne date pas d'hier. « Ça s'inscrit dans un discours qui a toujours été mis de l'avant par les plateformes de rencontre en ligne, d'utiliser la science pour trouver le meilleur partenaire », souligne Noé Klein.

Le candidat au doctorat uqamien rappelle que les applications de rencontre bien connues, comme Tinder ou Hinge, utilisent déjà une forme d'IA pour faire les appariements en fonction des comportements précédents. Son usage par les plateformes de rencontres amoureuses continuera d'augmenter, d'après l'expert.

La Brasserie Les Soeurs Grises, située dans le Vieux-Rosemont, accueille environ deux événements

de Esty.Love par mois. D'après la brasserie, plusieurs de leurs client(e)s habituel(le)s y participent et le bar est « bien occupé » pendant ces activités.

D'après la fondatrice d'Esty.Love, M^{me} Nguyen, plusieurs couples ont déjà été formés grâce à son entreprise. D'autres personnes sont simplement heureuses des apprentissages qu'elles ont pu faire sur elles-mêmes grâce aux recommandations de l'algorithme et aux discussions lors des activités.

Bien que les tarifs pour accéder à des services et avantages spéciaux sur la plateforme oscillent entre 500 \$ et 900 \$ américains sur le site Web d'Esty.Love, M^{me} Nguyen offre l'accès à l'algorithme gratuitement pour l'instant, avec le membrariat standard. Puisqu'elle est toujours « en phase de recherche et de développement », elle préfère seulement demander un petit montant pour les activités, et ce, jusqu'à ce qu'elle soit « satisfaite » de l'algorithme.

La fondatrice espère doubler son membrariat afin de franchir la barre des 1000 membres au début de l'été. Elle espère que son entreprise croisse au-delà de Montréal et Ottawa, qui sont les seules villes où l'on retrouve ses événements. 📍



SOCIÉTÉ

TÉLÉRÉALITÉ

Est-ce possible d'avoir un emploi après OD ?



MAÏKA THOMSON

Occupation Double (OD) attire chaque année des aspirant(e)s candidat(e)s qui souhaitent trouver l'amour, vivre une expérience unique ou encore, obtenir de la visibilité. La télé réalité peut devenir pour certain(e)s une mine d'opportunités ou, pour d'autres, un frein pour le marché du travail.

Candidate à l'édition andalou-sienne d'OD en 2023, Marilyne Lemire fait partie de ceux et celles qui se sont laissé(e)s tenter par la télé réalité. Maintenant créatrice de contenu, elle affirme avoir vécu plus de positif que négatif dans sa vie professionnelle à la suite de sa participation.

Lorsqu'elle a été contactée pour faire l'émission, elle terminait sa maîtrise en psychologie. Mettre ses études en pause était difficile, mais a été, au final, révélateur pour elle. « À OD, j'ai réalisé que je ne voulais même pas retourner aux études. À la maîtrise en recherche, je n'étais pas heureuse », confie-t-elle.

Différence entre les métiers?

Claudia Rossi, diplômée en 2025 du *Certificat en communication – médias sociaux et organisation* de l'UQAM, n'a jamais participé à l'émission, mais elle s'y est inscrite à quelques reprises dans le passé.

Or, cela n'était pas permis en éducation spécialisée, domaine dans lequel elle travaillait après avoir obtenu son diplôme en 2020.

Claudia a reçu une réponse catégorique lorsqu'elle a mentionné à ses professeur(e)s de stage son inscription à la télé réalité. « Ils m'ont dit "si tu t'inscris, tu perds ton stage, on n'est plus intéressé à travailler avec toi" », raconte-t-elle.

Elle n'avait pas compris cette réponse. Claudia estime encore aujourd'hui que ses capacités à exercer le métier étaient plus importantes que la manière dont elle pouvait être perçue à la télévision.

À l'inverse, son envie d'aller à OD ne semblait pas être un problème pour les emplois

qu'elle a occupés par la suite, entre autres en restauration et en communication. Au contraire, il s'agissait même d'un sujet de conversation, évoque-t-elle.

« Il y a une vision qui est peut-être plus moderne dans le monde des communications, où on travaille avec des nouvelles technologies. On est intéressé, on est curieux », dit-elle.

Pierre Barrette, professeur à l'École des médias de l'UQAM, explique qu'il y a « certains métiers un petit peu plus traditionnels qui vont avoir des réserves très importantes à ce que la personne devienne une sorte de petite vedette ».

À son avis, les métiers qui ont des ordres professionnels sont souvent très « frileux » à l'idée qu'une personne monétise sa profession dans les médias de façon générale.

Le regard du public

Pendant ses études, Marilyne Lemire travaillait avec Prima Danse, un organisme dont la mission est d'utiliser la danse pour aborder et renforcer la santé physique et mentale. Elle avait quelques craintes à son retour d'Andalousie, entre autres en raison de la nature de son emploi qui l'amenait à animer des ateliers dans des écoles primaires.

« J'avais un peu d'appréhension sur comment les gens allaient me percevoir », raconte-t-elle. Ses collègues aussi s'inquiétaient, parce qu'OD amène parfois du « jugement » à cause de la grande popularité de l'émission au Québec.

« Ça peut nuire en bout de ligne à ton image et donc, non pas contribuer à te donner une carrière, mais plutôt à bloquer ta carrière », précise M. Barrette, surtout si le ou la candidat(e) a fait mauvaise impression lors de son passage à OD.

Réputation changée

Selon l'ex-candidate Marilyne Lemire, son apparition à l'émission a beaucoup aidé à sa réputation, car les gens avaient une opinion positive d'elle. Bien qu'elle croit que, pour certain(e)s, participer à OD peut être nuisible pendant un moment, elle est également d'avis que « le public oublie après [et] passe à autre chose ».

Aujourd'hui, M^{me} Lemire est satisfaite de sa carrière professionnelle. Depuis son passage à Occupation Double, elle a créé son entreprise de création de contenu événementiel. C'est grâce à la « communauté » qui a découlé de sa participation à la télé réalité qu'elle a pu bâtir sa carrière de créatrice de contenu, dit-elle. 📺

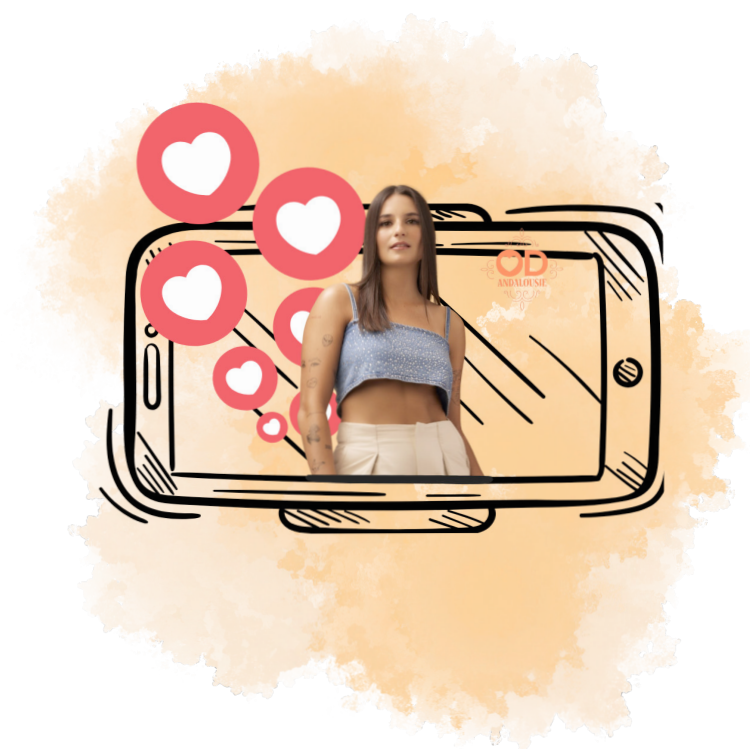


ILLUSTRATION : KILIAN BEAUCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

Marilyne Lemire, ex-participante à Occupation Double Andalousie, a dû mettre ses études en pause pour pouvoir se joindre à la télé réalité.

Chronique

Ceux et celles qui aident ont aussi besoin d'aide



ÉLISE LÉCAUDÉ

Il y a une dizaine d'années, ma mère a commencé à devenir la « mère de son père ». Au début, elle organisait ses factures, elle s'assurait qu'il mangeait bien et elle prenait ses rendez-vous. Depuis quelque temps, elle lui rase la barbe, elle le lave et elle l'emmène aux toilettes. Bientôt, elle devra choisir comment il terminera sa vie.

Près de 58 % des personnes proches aidant(e)s (PPA) au Québec sont des femmes, comme ma mère, selon des données publiées en 2018 par Statistique Canada. Depuis que mon grand-père est entré à l'hôpital, à l'automne, je vois à quel point la responsabilité d'être une PPA pèse sur les épaules de ma mère. « Je suis proche aidante de mon père depuis 10 ans. [Jusqu'à récemment], ça rentrait bien dans ma routine, ce n'était pas épuisant », m'a-t-elle confié. L'hospitalisation continue de mon grand-père a toutefois chamboulé son quotidien.

Ma mère a un grand frère. Lui aussi fait des efforts pour s'occuper de son père, mais son implication est loin d'être égale à celle de sa sœur. Cette disparité peut être expliquée par plusieurs facteurs personnels, au-delà du genre. Mais cette question des rôles traditionnels, féminins et masculins, ne peut être négligée, selon moi. Quand ma mère va s'occuper de son père, elle ne pense pas au féminisme. Elle pense à son père qui a besoin d'elle. Mais elle croit aussi qu'être femme influence sa façon de prendre soin.

« En tant que mère, mon rapport aux corps des autres, aux soins du corps des autres est différent », explique-t-elle. « Les stéréotypes demeurent, ajoute ma mère. Le personnel soignant va toujours m'appeler avant d'appeler mon frère. Quand on pense à la proche aidance, on pense encore aux filles en premier. »

Et ce rôle a un coût. « Les tâches que les femmes assument nécessitent généralement une plus grande charge mentale et elles ont moins recours aux ressources d'aide aux PPA que les hommes », déplorent l'avocat et militant Gabriel Pelletier et la chercheuse en travail social Maude Pelletier-Smith dans leur essai *La proche aidance au chevet d'un*

système malade : Plaidoyer pour un Québec qui renoue avec ses solidarités. Des sentiments de culpabilité, de l'anxiété et l'impression de ne pas avoir la légitimité de prendre des décisions importantes ne sont que quelques-unes des émotions douloureuses auxquelles les PPA, comme ma mère, sont confrontées.

« [La tâche de PPA] demande un oubli de soi qui fatigue. Je me rends compte, après être allée voir mon père, que mon corps est lourd. C'est une fatigue psychologique, mais physique aussi », m'a-t-elle avoué. « Quand je me trouve confrontée à mon père qui me dit "j'ai envie de vivre", c'est déchirant. C'est dur de penser qu'il va mourir malgré lui, alors que moi, je l'ai accepté. »

Plusieurs acteurs et actrices du milieu communautaire estiment qu'il manque de soutien professionnel pour épauler les PPA. Ma mère, elle, souhaiterait que les réseaux d'aide pour les PPA soient plus connus. « Même moi, qui ai un bon accès à l'information, je ne les connais pas vraiment. Ça vaut la peine d'avoir des lieux de parole », m'a-t-elle dit. Moi aussi, j'aimerais que ma mère reçoive de l'aide professionnelle, chose que je ne peux lui offrir moi-même. Je veux qu'on lui propose du soutien psychologique, des conseils, sans qu'elle ait à les dénicher.

En janvier dernier, la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants, Sonia Bélanger, a lancé la Politique nationale de soutien à domicile. Grâce à cette mesure, certaines PPA à domicile sélectionnées pourront recevoir un salaire de 21 \$ de l'heure. Ma mère est professeure à l'université, elle gagne bien sa vie et son père ne sortira jamais de l'hôpital.

La rémunération ne s'applique pas à elle, mais reste une « mesure légitime », croit-elle. « Prendre soin de quelqu'un, ça fait du bien, c'est comme offrir un cadeau. » La proche aidance n'est pas qu'un fardeau, tient à préciser ma mère. Rendre un tant soit peu de dignité à ceux et celles qu'on aime, c'est gratifiant, c'est plein d'amour, selon elle. Je me rends compte que la prochaine génération de PPA, c'est moi.

Un jour, je deviendrai « la mère de ma mère » et ce constat me terrifie. Je ne serai jamais prête pour ça. J'espère que, quand ce moment arrivera, les ressources d'aide se dérouleront devant moi comme un tapis rouge. Parce que je sais que j'aurai besoin d'aide pour aider à mon tour. ❖



CULTURE

RÉSEAUX SOCIAUX

Les mèmes au service de la politique

Rire des élu(e)s serait « sain » en démocratie et participerait à leur désacralisation



ANTOINE LAMOUREUX

À l'ère des réseaux sociaux, la joute politique ne se joue plus seulement à l'Assemblée nationale. Entre satire, dénonciation et porte d'entrée vers l'actualité, les mèmes redéfinissent la façon dont les citoyen(ne)s perçoivent et interpellent leurs élu(e)s.

Les mèmes peuvent être des réponses directes aux actions des personnalités politiques, explique Jean-Michel Berthiaume, sémiologue et chargé de cours à l'UQAM. Ils permettent aussi de montrer qu'un(e) politicien(ne) « n'est pas irréprochable et n'est pas au delà d'une critique », d'après le spécialiste des médias et en culture populaire. Selon Virginie Boulanger, détentrice du compte Instagram *affirmations.qc.cite*, certains traits de caractère ou certains traits physiques ou vestimentaires d'un(e) politicien(ne) peuvent être intéressants à exploiter. Elle prend en exemple Bruno Marchand, maire de la Ville de Québec depuis 2021, qui porte des souliers de course aux couleurs éclatantes. D'après elle, il s'agit de la marque de commerce de

M. Marchand, puisque cette caractéristique sort de l'archétype d'un(e) politicien(ne). Il s'agit parfois de jouer sur l'absurde, dit-elle, nommant au passage la relation entre l'ex-premier ministre Justin Trudeau et la chanteuse Katy Perry, qui aurait créé un sentiment d'absurdité et de confusion pour plusieurs personnes.

« Un mème qui vient synthétiser ton sentiment, mettre une image ou une phrase sur ça, ça peut vraiment résonner chez certaines personnes », ajoute la créatrice de contenu humoristique. Elle fait aussi savoir au *Montréal Campus* que les mèmes peuvent être utilisés pour apprendre sur une situation, pour la désamorcer, voire pour la dénoncer. En exemple, elle cite le ministre de l'Environnement Bernard Drainville et son « lâchez-moi avec les GES » repris à plusieurs sauces.

Selon M. Berthiaume, l'apport au groupe et à une opinion partagée joue un rôle déterminant dans la façon dont un mème est reçu. « Un mème qui n'est pas dans une dynamique de reconnaissance par sa communauté n'accomplira pas grand-chose », explique-t-il. Par exemple, un mème faisant l'éloge du fédéralisme ne sera pas très populaire au sein des partisan(e)s du Parti québécois.

Interagir avec les mèmes

Certains partis ou personnalités politiques sont plus susceptibles d'interagir avec les internautes et les mèmes, d'après M. Berthiaume. Selon la détentrice du compte Instagram *affirmations.qc.cite*, les réponses des élu(e)s à ce genre de contenu peuvent défaire l'archétype sérieux et professionnel souvent associé à l'univers politique.

Il arrive parfois que le maire Marchand réponde aux mèmes le mettant en scène, bri-

sant ainsi la carapace du politicien(ne), raconte-t-elle. « Montrer qu'on s'associe à une page de mèmes [...] peut montrer qu'on a un côté *funky*, plus chaleureux et plus humain », affirme Virginie Boulanger.

L'ancien maire de Montréal Denis Coderre, qui a été par le passé l'objet de mèmes politiques, souligne aussi que cette carapace peut être brisée en s'attaquant au rôle d'un(e) politicien(ne). « [La caricature politique] grossit les traits pour rendre le pouvoir plus humain... ou plus vulnérable », ajoute-t-il.

« Rire avec, c'est de créer de la proximité; rire de, c'est exercer un contre-pouvoir symbolique. » Selon lui, les mèmes politiques ont un pouvoir désacralisant.

Quant à M. Berthiaume, il considère la réponse ou non-réponse à un mème comme un couteau à double tranchant. « Les politiciens qui se croient au-dessus de l'influence de ces sphères-là ne réagiront pas pour ne pas se rabaisser », indique-t-il. Il affirme également que le *memegame* peut être très critique envers certain(e)s politicien(ne)s, tels que Denis Coderre.

M. Berthiaume ajoute qu'il est beaucoup plus facile pour la personne concernée de réagir et de participer active-

ment si le *memegame* est bienveillant envers elle. M. Berthiaume suggère que les mèmes sont de plus en plus utilisés comme outil de communication. « Ce n'est pas la faute des mèmes, c'est de la faute de la politique », affirme-t-il. D'après lui, aujourd'hui, la politique valorise des slogans accrocheurs, au point de devenir une part centrale d'une campagne politique, au détriment des plans complexes.

Toujours selon l'expert en culture populaire, les internautes utilisent ces mèmes slogans pour en faire des mèmes, parfois pour tourner les politicien(ne)s ou des situations les touchant au ridicule. Les nombreux mèmes relatifs à la campagne du chef conservateur canadien Pierre Poilievre et son slogan « *Axe the tax* » illustrent bien ce concept. « Le circuit politique [...] s'est optimisé pour devenir digestible et réducteur et donc très facilement récupérable dans les mèmes », remarque Jean-Michel Berthiaume.

Les mèmes peuvent aussi être une porte d'entrée vers de l'information pour un auditoire qui ne s'informe pas auprès des médias traditionnels, d'après *affirmations.qc.cite*. La jeune créatrice mentionne que plusieurs internautes l'ont contactée après avoir vu un mème, lui disant qu'ils et elles sont allé(e)s s'informer sur un(e) politicien(ne) ou un enjeu politique.

Selon elle, l'humour est une manière d'exprimer une idée plus complexe, grâce à sa facilité d'accès et son aspect plus simple que les faits purs et durs. « Les mèmes ouvrent une porte vers la politique, mais ils peuvent aussi en déformer profondément le sens s'ils deviennent la seule porte d'entrée », déclare M. Coderre. Il est donc nécessaire de rester vigilant(e) quant au contenu que l'on consomme sur les réseaux sociaux, croit-il. Les mèmes peuvent nourrir un intérêt pour la politique, d'après *affirmations.qc.cite*.

Toutefois, Virginie Boulanger estime qu'ils peuvent aussi provoquer du cynisme chez certain(e)s internautes. « Si on fait des mèmes pour montrer que tout va mal, évidemment que ça va aller dans ce sens-là », suggère-t-elle, affirmant que les internautes se sentent moins seul(e)s dans leur mécontentement face à une situation lorsqu'ils et elles voient des mèmes sur ces même situations. 🗣️

L'élue de Québec solidaire Manon Massé a souvent été l'objet de mèmes.

ILLUSTRATION : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS





CULTURE

SPORTS

Le football universitaire bientôt redéfini par la LCF



RENAUD VAILLANCOURT

Raccourcissement des terrains, déplacement des buts, automatisé de l'horloge de jeu : à compter de la prochaine saison, qui débutera en juin, la Ligue canadienne de football (LCF) entreprendra une refonte majeure de ses règles. Ces modifications pensées pour le milieu professionnel font trembler l'écosystème du football universitaire canadien.

En septembre dernier, lorsque le nouveau commissaire de la LCF, Stewart Johnston, a annoncé les changements, les footballeurs des Redbirds de McGill s'entraînaient à la salle de sport de l'université. Rivés sur leur téléphone, quelques-uns de ces étudiants sortent aussitôt de leur torpeur. « On a été pris au dépourvu », confie le quart-arrière de l'équipe, Éloa Latendresse-Régimbald, en découvrant les nouvelles mesures. Après avoir pris le temps d'analyser les règles, Éloa en garde un « goût amer ».

Il s'avoue « déçu » de l'obligation d'adapter son jeu en vue des camps de repêchage de la LCF en mars. Attaché à « l'essence du jeu canadien », le quart-arrière craint d'avoir à rapprocher sa manière de jouer à celle de la Ligue nationale de football américain (NFL).

Le terrain de football canadien de 110 verges, fortement apprécié par Éloa, se verra réduit de 10 verges, pour imiter le format américain. L'organisation explique ces changements inspirés des règles américaines en disant vouloir « améliorer l'expérience des partisans », selon une déclaration tirée de son site Web. Selon Éloa, appliquer ces changements au niveau universitaire sera « complexe et très cher ».

Défis d'adaptation

Partageant le point de vue de son joueur, l'entraîneur-chef des Redbirds de McGill, Alex Surprenant, juge le projet « peu réaliste ». Depuis 1998, les Alouettes sont installées de façon permanente dans le stade de

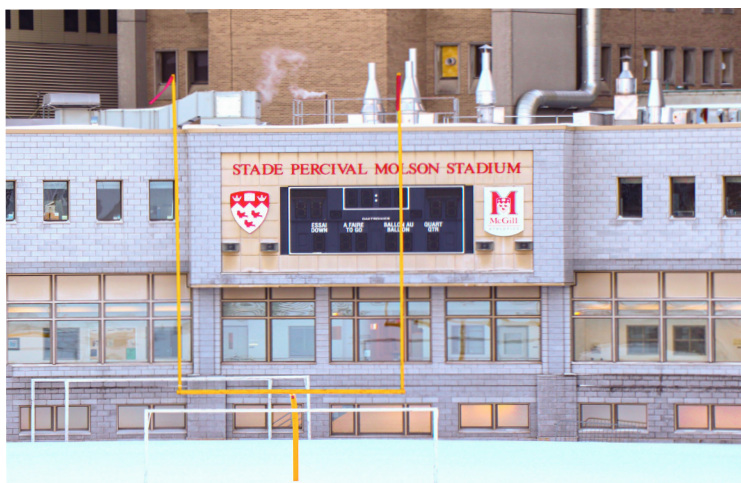


PHOTO : RENAUD VAILLANCOURT, MONTRÉAL CAMPUS

Le terrain de 110 verges du stade de l'Université McGill ne convient plus aux nouvelles règles imposées par la Ligue canadienne de football (LCF).

McGill pour leurs entraînements. Les Redbirds font partie des quatre équipes de football universitaire au Canada ayant ce type de partenariat avec une équipe professionnelle. L'entraîneur pense que l'adaptation des terrains aux nouvelles mesures de la LCF pourrait potentiellement forcer une uniformisation des surfaces de jeu dans toute la ligue universitaire. Autrement dit, les Alouettes ne pourraient plus jouer sur leur terrain dans sa forme actuelle.

Selon M. Surprenant, l'application dans les ligues universitaires des changements règlementaires de la LCF fait l'objet de « beaucoup de résistance de la part de certaines équipes, notamment le Rouge et Or [de l'Université Laval] et les Carabins [de l'Université de Montréal] ». Selon lui, les réserves des équipes de football de ces deux universités s'expliquent par la récente rénovation de leurs terrains en 2023. Dans les deux cas, les travaux ont demandé la relocalisation ou le report de quelques événements sportifs dépendants de ces installations.

Un nouveau public?

M. Surprenant ne croit pas que les modifications apportées aux règles du football canadien permettront d'attirer une nouvelle audience. À l'inverse de la LCF, la NFL parvient toujours à accroître son audience, dit-il. Il pense aussi que « l'intérêt envers la NFL n'est pas tant lié aux règles du jeu, mais dans le spectacle qui est offert ». Il associe plutôt le succès de la ligue américaine aux « millions de dollars investis dans sa production ».

Peu enthousiaste à l'idée de rénover son terrain, l'entraîneur des Redbirds accueille positivement l'idée d'automatiser l'horloge de jeu pour stabiliser les temps de placement sur le terrain. « La nouvelle règle du simple, je trouve ça intéressant », ajoute-t-il. Cette règle alignera le jeu canadien sur la NFL en éliminant l'octroi d'un point lorsqu'un botté placé à l'extérieur des poteaux sort de la zone de but.

Entre nostalgie et évolution

Le receveur des Alouettes de Montréal, Tyson Philpot, admet avoir « été un peu triste » à l'annonce du commissaire de la LCF. Ayant grandi en Colombie-Britannique en jouant selon les règles du football canadien, le joueur se raisonne en reconnaissant que « l'évolution peut faire mal ». Il se réjouit tout de même de ne plus avoir à « planifier ses placements en zone de but selon le poteau ». Le poteau des buts sera désormais placé du début vers le fond de la zone des buts. Selon lui, ce changement va élargir l'éventail de possibilités offensives.

Il voit positivement l'initiative d'uniformiser les zones de but à travers le Canada. Il estime que les nouveaux changements rendront le jeu plus lisible, contribuant à « mieux familiariser le public » à ses règles.

Sensible aux inquiétudes des joueurs de l'équipe de football de McGill, le receveur suppose que le temps leur permettra de s'accoutumer aux « changements positifs ». Il admet tout de même avoir eu le sentiment qu'« une partie du sport mourrait » avec l'abandon de certaines règles propres au jeu de football canadien. 🗣️

Chronique

Délaisser le Web, est-ce se couper de la culture?



MAÏTÉ PARADIS

Je voulais passer moins de temps sur mon téléphone et me déconnecter des réseaux. Le résultat est que je me sens coupée d'une partie de ma génération et que je n'ai plus accès à la même culture qu'elle.

J'ai décidé de passer moins de temps sur les réseaux sociaux depuis quelques mois. Je trouvais que je regardais trop souvent mon téléphone, qu'il me distrairait lorsque j'étais avec mes proches et qu'il m'offrait une échappatoire de la réalité trop facilement accessible.

Je n'ai désormais aucun réseau social à part Facebook, que j'ai supprimé de mon téléphone. Je dois maintenant y accéder via l'application Messenger, et ça, c'est vraiment énervant, donc ça marche. Ça ne m'empêche pas de fréquenter Marketplace, mais j'y vais moins souvent. J'ai même commencé à laisser mon cellulaire hors de ma chambre pendant la nuit, pour ne pas scroller dès mon réveil.

La bonne nouvelle est que tout ça a marché. Laissez-moi vous vendre le rêve : oui, je passe moins de temps sur mon cell, oui, je suis plus présente quand je suis avec des gens, oui, je me sens supérieure de ne pas regarder mon téléphone dans le métro comme tout le monde. Et ma santé mentale se porte infiniment mieux. Ma plus grande peur, soit d'être oubliée par le *groupchat*, ne s'est pas concrétisée. Le ciel ne m'est pas tombé sur la tête.

Toutefois, j'ai perdu beaucoup de référents de culture Web. Par exemple, je suis une fervente adepte de sketches humoristiques, des Anas Hassouna et des Mibenson Sylvain de ce monde. Malheureusement pour moi, ils ne sont pas aussi assidus dans la publication de leurs contenus sur Facebook que sur TikTok ou Instagram. Parce que oui, je l'avoue, je consomme mes *reels* sur Facebook maintenant, comme une *milléniale*. Voilà, c'est dit. L'humain cherche la chaleur auprès de sa source la plus proche : je me tape des *reels* sur Facebook parce qu'ils sont ma porte d'entrée la plus accessible pour rejoindre ma génération.

Cela n'aide vraiment pas ma situation que mon fil d'actualité soit en retard sur tout le monde. L'autre jour, je voulais envoyer à mon amie une vidéo de Charles Brunet qui imite la mairesse Soraya Martinez Ferrada

en train de se faire remorquer après être tombée dans un nid-de-poule montréalais. Vous imaginez ma déception quand j'ai réalisé qu'elle l'avait probablement déjà vue il y a deux semaines. Mon fil d'actualité est en décalage et moi tout autant.

La culture Web bouillonne de références, de memes, d'actualités et d'interprétations de celles-ci. Ma génération entière a grandi sur Internet et y est encore présente en grande partie. Renoncer à cet univers, c'est me couper des gens de mon âge et du contenu qu'ils et elles consomment.

J'ai pris conscience de cette fracture lorsque j'ai dû me faire expliquer la différence entre nonchalant et « chaland » par deux amies. Même si elles m'ont assuré qu'il était compréhensible que je n'aie pas entendu parler de cette expression, j'ai été frappée par l'évidence que cette situation ne serait jamais arrivée trois mois plus tôt.

Quand on est *chronically online*, on n'a pas besoin de se faire expliquer les nouveaux concepts ou les nouvelles expressions. Décrypter les codes et les messages véhiculés à partir de l'information partagée en ligne fait partie de l'expérience du Web. Il s'agit littéralement d'une autre langue, d'une autre culture. Si on ne fréquente pas les canaux qui la parlent et la diffusent, on ne la comprend pas.

Le langage du Web ne se parle pas et sa culture ne peut s'acquérir par l'achat d'un billet, comme au cinéma ou au théâtre. La seule façon d'y accéder, c'est de se créer un compte et d'y participer. La réalité est qu'un large pan de la culture de ma génération m'est désormais inaccessible.

Je sais que de plus en plus de personnes de mon âge s'inscrivent dans cette tendance, en supprimant leurs réseaux sociaux ou en essayant simplement de passer moins de temps sur leur téléphone. Eux et elles aussi sont dépassé(e)s par la place que le numérique prend désormais dans nos vies. Intrigué(e)s, plusieurs ami(e)s me demandent comment est la vie sans Instagram, comme si j'avais arrêté la clope ou l'alcool.

Ma réponse, c'est que c'est trop bien. D'accord, je n'ai pas compris quand on m'a parlé de la nouvelle obsession du Web à faire du levain maison, parce que je n'ai pas vu toutes les vidéos sur le sujet dans mon fil d'actualité.

Mais j'aime quand même mieux ça qu'être constamment branchée sur des réalités autres, au point d'en oublier la mienne. ❖





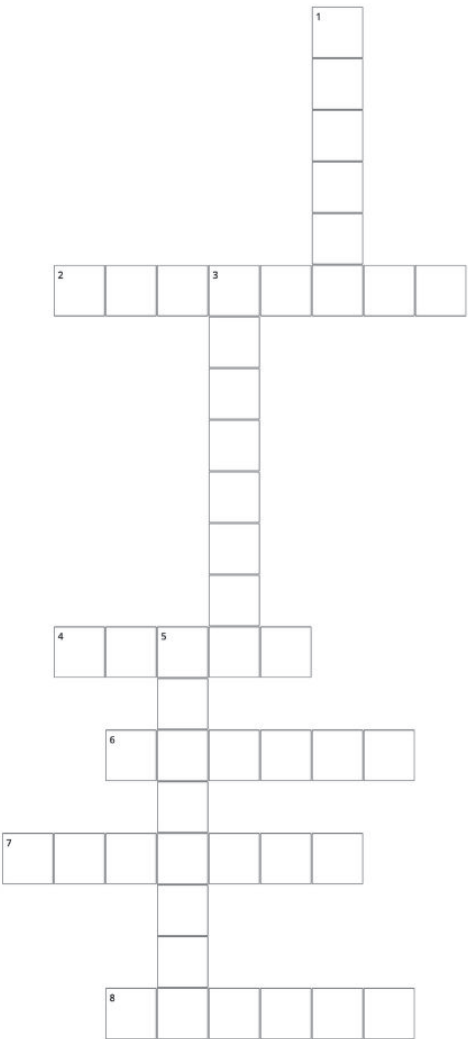
LE CAMPUS CROISÉ

HORIZONTAL

- 2. Le facteur le plus déterminant pour la santé mentale.
- 4. Outils des réseaux sociaux qui s'invitent en politique.
- 6. Il est receveur des Alouettes de Montréal (nom de famille).
- 7. Ce groupe de personnes représente 58 % des proches aidant(e)s au Québec.

VERTICAL

- 1. L'AFESPED a baissé son quorum à 3 % pour celles-ci.
- 3. Cette IA vous permettra de trouver l'amour.
- 4. Prénom d'une candidate à Occupation Double Andalousie.
- 7. Pays d'origine d'un professeur de l'UQAM qui risque d'être pénalisé par l'abolition du PEQ.





Place
des
Arts

PRÉSENTE

Les Veillées

acoustiques

5 mars au 30 avril

Alex
Burger
en solo

Gabriella
Olivo
+ Bia

Corail
+ Joseph
Marchand

Ponteix
+ Willows

Velours
Velours
en solo

Stéphane
Lafleur
en solo

Spectacles
de proximité

En collaboration avec
sacef.

SALLE CLAUDE-LÉVEILLÉE

Source : Camille Gbad-Drouin